MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

1967

- 5 déc. — Arrêté n° 13-MER/EF° fixant la date limite de mises à feu précoces 20

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

1967

- 8 déc. — Arrêté n° 17-MSP autorisant M. Yebovi Elias Andrew, médecin-inspecteur à exploiter une clinique médicale 21

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TOURISME ET DU PLAN,

1967

- 9 déc. — Arrêté n° 14-MCITP abrogeant l'arrêté n° 11-MCITP du 20 septembre 1967 réglementant les prix et la distribution des cigarettes ROTHMANS 21

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

- Conservation de la propriété foncière (*Avis de bornage*) 21
Récépissés de déclaration d'associations 25

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 41-bis du 4-12-67 déclarant l'après-midi du lundi 4 décembre 1967 chômée et payée pour la circonscription de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — L'après-midi du lundi 4 décembre 1967 sera, exceptionnellement, et pour la circonscription de Lomé, chômée et payée.

Art. 2 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 4 décembre 1967

Pour le Président de la République absent :

Le garde des sceaux, ministre de la justice, chargé de l'expédition des affaires courantes,

Colonel K. Dadjo

DECRETS

DECRET N° 67-244 du 7-12-67 réglementant provisoirement l'exploitation du Port de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967;
Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port autonome de Lomé;
Vu le décret n° 67-213 du 11 octobre 1967 portant création de la direction provisoire du Port de Lomé;
Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications,

DECRETE :

Article premier — Le Port de Lomé, ses installations et ses équipements seront successivement mis en service. Les dates de mise en service seront fixées par le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, sur proposition du comité provisoire d'administration du Port.

Art. 2. — Les ouvrages réalisés au moyen des prêts consentis dans le cadre des conventions entre le Togo et la République Fédérale d'Allemagne, dans la circonscription du Port, réceptionnés provisoirement par l'Etat togolais à l'exception des installations ferroviaires de la gare du Port, seront remis gratuitement à la direction provisoire du Port, et, ceci, à l'effet de leur exploitation.

Art. 3. — Pour autant que la direction provisoire du Port utilise les bâtiments et installations provisoirement mis à sa disposition, elle sera chargée des frais de nettoyage, ainsi que des frais se rapportant à l'éclairage et à l'alimentation en eau.

Art. 4 — La conclusion des contrats et des conventions avec des tiers sera soumise à l'approbation du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, après avis du comité provisoire d'administration du Port.

Art. 5 — a) — Jusqu'à nouvel ordre, il est confié aux C.F.T., qui se servent de ses engins et personnel nécessaires, de procéder au déchargement et chargement des navires ainsi qu'à ceux des véhicules terrestres sur ordre et sous la surveillance de la direction provisoire du Port.

b) — En accord avec la direction provisoire du Port, les C.F.T. exécutent la mise à disposition et l'enlèvement des wagons aux endroits de manipulation et la manœuvre sur les quais.

c) — Les règlements du fascicule n° 12 du recueil général des tarifs des chemins de fer du Togo (Règlement d'exploitation et tarifs du wharf de Lomé) sont valables pour l'exécution des travaux visés à l'article 5, alinéa a et à l'article 7.

d) — Cependant, en accord avec le directeur des C.F.T., la direction provisoire du Port peut exécuter elle-même des travaux visés à l'alinéa a et à l'article 7, avec ses propres engins, en répondant dans le cas, à toutes les responsabilités.

Art. 6 — En cas de besoin et à sa demande, la direction provisoire du Port met à la disposition des C.F.T., les engins et matériels prêts à être mis en service. Les C.F.T. s'engagent à ne prévoir pour ces engins que du personnel qualifié.

Art. 7 — Après la réception provisoire des magasins cales, les C.F.T. seront également chargés de l'emmagasinage et de la livraison des marchandises dans ces magasins.

Art. 8 — Les C.F.T. sont responsables dans la mesure du possible envers le Port d'une exécution irréversible et sans retard de tout travail dont ils ont été chargés.

Art. 9 — Les C.F.T. s'engagent à une manipulation soignée de tous les engins qui leur seront confiés par le Port pour utilisation temporaire. Ils exécuteront toute réparation éventuelle pour les remettre en état de service et ceci à leur frais et dans les meilleurs délais.

Art. 10 — Sur demande, les C.F.T. mettent à la disposition de la capitainerie du Port tout matériel naval et personnel nécessaires dans la mesure où ce matériel est déjà disponible au wharf.

Art. 11. — Les C.F.T. dégagent le Port de tout dommage et de toute prétention des tiers résultant de leur activité dans le cadre des dispositions du fascicule n° 6 du recueil général des tarifs des C.F.T.

Art. 12 Les C.F.T. remettent les documents nécessaires à la direction provisoire du Port, chaque fois après avoir terminé les travaux.

Art. 13 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 7 décembre 1967

Général E. Eyadéma

DECRET N° 67-245 du 11-12-67 portant nomination des membres du conseil d'administration de la société togolaise d'hôtellerie.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967;

Vu le décret n° 67-14 du 19 janvier 1967 portant modification des statuts de la société togolaise d'hôtellerie ;

Sur propositions du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan et du ministre des finances et de l'économie,

DECRETE :

Article premier — Sont nommés membres du conseil d'administration de la société togolaise d'hôtellerie :

Théodore Laclé, directeur de cabinet du Président de la République, représentant le chef de l'Etat

Charlemagne Wilson, directeur adjoint du service des contributions, représentant le ministre des finances et de l'économie

Antoine Ameyou, directeur de cabinet, représentant le ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan

Simon Ayivor, directeur de l'office national togolais du tourisme.

Art. 2 — Le ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 décembre 1967

Général E. Eyadéma

Nominations

Par décrets pris en conseil des ministres :

N° 67-246 du 11-12-67 — Est et demeure abrogé le décret n° 64-94 du 5 août 1964 portant nomination du docteur Pedro O. Olympio en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

N° 67-247 du 11-12-67 — M. Bruno J. Savi de Tové est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

N° 67-248 du 11-12-67 — M. Michel Simtekpeati est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Ghana.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE N° 161-PR-INT du 2-12-67 portant création du canton d'Elavagnon (circonscription administrative d'Atakpamé).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;